

**Séminaire régional sur le développement des filières céréalières en Afrique de l’Ouest**

**L’économie céréalière du Nigeria**

**Résumé de la note de synthèse thématique n°2**

**Bio Goura Soulé, Dahuri Balami (Université de Maïduguri) et Roger Blein (Bureau Issala)**

1. Le Nigeria constitue incontestablement la première puissance sous régionale en Afrique de l’Ouest. De par l’envergure de sa population (environ 150 millions d’habitants en 2009) et de son économie (plus de 50% du PIB total de l’Afrique de l’Ouest), la Fédération nigériane supplante tous les autres Etats de la région, dans tous les domaines. En dépit de la grave crise qu’elle a traversée au cours des années 80 et 90 (syndrome hollandais), l’agriculture nigériane est le premier producteur de la sous région pour la quasi-totalité des spéculations (hors café, cacao, huile de palme, coton et hévéa).
2. En dépit du poids prépondérant des hydrocarbures, qui fournissent entre 95 et 97% des recettes d’exportation selon les années, le secteur agricole continue de jouer un rôle déterminant dans le développement économique du Nigeria. Il contribue pour environ 41% à la formation du Produit Intérieur Brut de la Fédération et occupe près de 45% des actifs du pays.
3. Bien que la structure de la production soit dominée par les racines et tubercules (environ 85 millions de tonnes en 2009), les plus importants enjeux agricoles du Nigeria sont pour l’essentiel cristallisés par les céréales. En effet, c’est autour de cette catégorie de produits que la Fédération a élaboré et mis en œuvre les politiques agricoles et commerciales les plus controversées. Si les politiques de relance de la production ont boosté la majeure partie des céréales, au point de faire du Nigeria un véritable parapluie de sécurité alimentaire pour bon nombre de ses voisins, celles relatives à la régulation du marché ont pris l’allure d’une défiance vis-à-vis des processus d’intégration régionale.

***Le potentiel céréalier nigérian***

1. La céréaliculture nigériane présente les caractéristiques générales de l’économie de ce pays, c'est-à-dire celles d’un géant aux pieds d’argile. Autant la production a fait un bond important au cours des vingt cinq dernières années, autant l’augmentation de la demande, accentue la dépendance extérieure en produits céréaliers de la Fédération, la rendant vulnérable aux chocs, internes ou externes.
2. A l’instar de la quasi-totalité des pays ouest africains, l’augmentation de la production céréalière est plus due à l’extension des superficies emblavées qu’à une amélioration significative des rendements. Selon les statistiques de la Central Bank of Nigeria, les superficies emblavées se sont accrues de 5% entre 1990 et 2000, contre 3% pour les rendements moyens. Ce niveau de rendement est tiré vers le haut par les tubercules et les racines, la situation restant très contrastée au niveau des céréales.

1. Le mil et le sorgho, qui totalisent 56% du volume de la production, ont vu leur rendement, soit stagner (cas du sorgho), soit progresser à un rythme très lent, situant le rendement moyen de ces deux céréales à environ 1000 kg/ha au cours de la période 2000-2006. La production de ces deux céréales a été respectivement multipliée par 3,8 et 3,4 entre 1980 et 2008.
2. Le riz et le maïs, se détachent du lot pour afficher des rendements qui tournent autour de 2000 kg/ha. Cependant, si les rendements du maïs sont passés de quelques 1000 kg/ha au début de la décennie 90 à environ 2000 kg/ha en 2006, ceux du riz stagnent autour de 2000 kg/ha depuis 1990. Le maïs a de ce fait enregistré les meilleures performances et est devenu la seconde céréale de la Fédération avec un volume de production qui est passé de 1 100 000 tonnes en 1980 à plus de 7 millions de tonnes en en 2007-08. Le volume de la production du riz a été multiplié par 3,4 entre 1980 et 2008 pour se situer à 3,7 millions de tonnes de paddy.
3. La production du blé marque le pas autour de 100 000 tonnes par an, malgré les énormes investissements consentis par le gouvernement fédéral pour promouvoir cette céréale.
4. En dépit de ces relatives contreperformances, la céréaliculture nigériane qui contribue à hauteur de 50 à 60 % à la formation de l’offre régionale ouest africaine, se singularise par son dynamisme, en lien avec :
   1. La structure des exploitations qui est caractérisée par la cohabitation de grandes fermes et de petites unités familiales, bénéficiant d’économie d’échelle induite par la taille du marché national et régional. Les petites exploitations dont la taille tourne autour de 1,2 hectare demeurent prépondérantes. Cependant les exploitations commerciales dont la taille moyenne se situe autour de 50 hectares avec parfois des pointes de plus de 1000 hectares (l’immense exploitation de Mokwa) fonctionnent comme les leviers d’une production céréalière qui se mécanise de plus en plus.

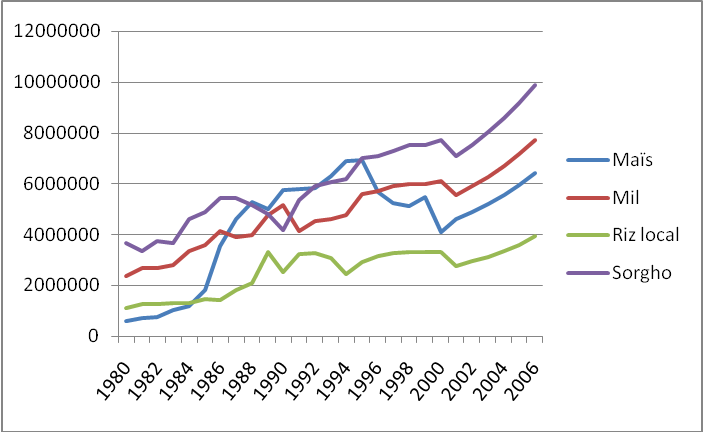
* 1. Le développement des grandes exploitations, propriétés d’hommes d’affaires ou de hauts fonctionnaires parfois à la retraite est en partie lié aux incitations et mesures mises en œuvre par la révolution verte et les nombreux programmes initiés au cours des années 80 et 90 (Agricutural development project, FADAMA 1 et 2, etc.)[[1]](#footnote-1). Sur ces initiatives intérieures se sont greffés les effets de l’implantation à la lisière du « middle belt », des fermiers zimbabwéens. Cette dynamique a surtout profité à la production du maïs qui depuis 2008 tend à supplanter toutes les autres céréales.

* 1. L’évolution au cours de ces deux dernières années de la politique agricole fédérale, qui a surtout mis l’accent sur le développement de l’irrigation, l’accès aux intrants et au financement. Les aménagements hydro agricoles ont permis d’accroitre les superficies irriguées, initialement destinées à la promotion de la production du riz et du blé[[2]](#footnote-2). Les engrais ont pendant longtemps bénéficié d’une subvention de leur prix à concurrence de 25% par le gouvernement fédéral, le tout doublé d’un encadrement des producteurs sur les itinéraires techniques et le conseil agricole. Cette politique s’est accompagnée de la dotation de nombreuses communautés rurales d’infrastructures collectives, notamment des magasins de stockage, de transformation primaire (mini rizeries).
  2. Une production concentrée dans la moitié nord du pays, avec le maïs dans le middle belt et le mil et le sorgho dans les franges sahéliennes du nord. Par contre le riz se trouve dans son assiette écologique dans les Etats de Anambra, Kwara, Adamaoua, Niger, Sokoto, Kebbi, Borno, Bauchi, Benue et Kano.

1. La crise alimentaire, née de la flambée des prix des produits de base, a contribué à doper les politiques de relance de la production agricole en général et céréalière en particulier. L’accent a été mis sur la production du riz et du maïs, pour lesquels la Fédération projette respectivement une production de 6 millions de tonnes et 14 millions de tonnes à l’horizon 2012. Plus de 500 000 tonnes de semences améliorées ont été mises à la disposition des producteurs dans le cadre du programme « National Economy Empowerment Development Strategy II ».
2. Cette stratégie vient renforcer l’initiative présidentielle sur le riz, vise à promouvoir la production, la transformation et les exportations du riz. Depuis 2007, la politique gouvernementale vise à faciliter l’accès des producteurs aux facteurs à travers la subvention de 50% des intrants et du matériel agricole.

Figure 1: Evolution de la production céréalière au Nigeria entre 1980 et 2006

(En tonnes)



Source : à partir des statistiques de la FAO

***Une demande insuffisamment satisfaite par l’offre nationale***

1. Au-delà de l’offre dont on connait la tendance globale d’évolution, on dispose d’une très faible connaissance de la structure de la demande des produits céréaliers au Nigeria. La demande est en effet fortement influencée par plusieurs facteurs et segmentée entre les besoins intérieurs et les sollicitations des pays voisins.

1. La demande intérieure s’accroit sous l’effet de l’accroissement de la population, de l’urbanisation (une des plus élevée de la région), de l’amélioration des conditions de vie des populations, des besoins d’une industrie de transformation en développement, notamment les brasseries, et de l’élevage. Elle reste cependant reste dominée par la consommation humaine qui porte sur 80% du disponible fédéral. Elle est suivie par la demande de l’industrie agro-alimentaire à hauteur de 12 %, de celle de biocarburant (5 %) et le reste, environ 3 %, vont à des usages non spécifiés, très probablement destiné aux exportations en direction des pays voisins. Ces proportions peuvent varier énormément en fonction de la conjoncture économique. La part consommée par les animaux est en hausse alors que celle des industries semble de plus en plus réduite en lien avec la crise énergétique qui oblige la plupart des unités à tourner en dessous de leur capacité installée.
2. Le Nigeria reste structurellement déficitaire pour deux céréales : le riz et la farine de blé. La demande intérieure en riz porte sur quelques 5 millions de tonnes par an depuis 2008, contre une offre domestique de riz usiné estimée à 2,3 millions de tonnes. Le gap qui porte sur 2,7 millions de tonnes est comblé par des importations, qui font du Nigeria le 2ième importateur mondial de cette céréale après les Philippines. Au rythme actuel d’évolution de la production, il ne sera probablement pas possible à la Fédération d’atteindre à court terme son auto suffisance en riz.
3. Par contre pour le mil et le sorgho, le pays dégage un excédent conséquent qui alimente les transactions en direction des pays voisins. La situation du maïs est plus mitigée et dépend très fortement du niveau de la demande des industries agro-alimentaires. Mis à part le riz, les plus importants enjeux économiques portent sur cette céréale.

***La régulation du marché céréalier nigérian***

1. Depuis le second choc pétrolier en 1979, le Nigeria a adopté une politique protectionniste visant à limiter les importations d’un certain nombre de biens pour réduire son énorme déficit budgétaire, sécuriser les investissements dans les secteurs productifs et relancer la production agricole**.**

1. Deux mesures très importantes, entre autres stratégies visant à réguler le marché des produits vivriers et céréaliers, ont été adoptées. Au titre des mesures intérieures, figurent :
   1. La création d’un stock de régulation équivalant à 5% de l’offre nationale du mil, du sorgho et du maïs. Ce stock est censé être injecté sur le marché pour atténuer le cas échéant l’instabilité, la volatilité, voire la flambée des prix des produits vivriers. Il s’agit d’un stock décentralisé au niveau de certains Etats fédéraux.

* 1. La limitation du volume des importations de la farine de blé, en introduisant la farine panifiable du manioc dans la production du pain. Actuellement le pain fabriqué au Nigeria incorpore entre 15 et 20 % de la farine de manioc.

1. Cependant c’est au niveau des mesures aux frontières que la politique commerciale nigériane s’est révélée plus coercitive au départ, avant de s’inscrire progressivement dans une logique de désarmement douanier. Ainsi,
   1. Dès 1987, le gouvernement fédéral décrète un embargo sur les importations de riz, du blé et de la farine de blé en même temps qu’il procède à des reformes budgétaires, fiscales et monétaires, notamment l’adoption d’un double taux de change et les restrictions sur les allocations de devises.
   2. Sous la pression de ses partenaires commerciaux, le Nigeria procède à un assouplissement progressif des mesures. Ainsi, l’embargo sur le blé et la farine de blé fut levé en 1992.

* 1. En ce qui concerne le riz, l’embargo a été remplacé dès 1992 par un taux de protection prohibitif de 150 % jusqu’en 2000. Entre 2000 et 2003, ce taux de protection fut ramené à 100 % avant d’être abaissé à 50 % entre 2003 et 2008. En 2008 et 2009, le Nigeria a temporairement supprimé les droits de douanes sur le riz, pour atténuer les effets de la flambée des prix des produits de base.

* 1. Le Nigeria s’investit, dans la perspective de la création de l’union douanière de la CEDEAO, pour avoir un taux de protection conséquent pour le riz, céréale pour laquelle le pays espère exploiter au maximum ces énormes potentialités pour atteindre son auto suffisance.

1. En plus de ces mesures quasi permanentes, le Nigeria prend de façon conjoncturelle des mesures d’interdiction des exportations de céréales en direction de ses voisins.

.

***Une emprise régionale controversée***

1. Les transactions de céréales représentent sans nul doute le troisième poste des échanges commerciaux entre le Nigeria et ses voisins immédiats ; la contrebande des hydrocarbures et le commerce des animaux sur pieds occupant les deux premiers rangs.

1. Les impacts de la politique de protection mise en œuvre par le Nigeria sont très mitigés. Elle a eu des conséquences contraires aux objectifs visés par les pouvoirs publics. l’impact le plus pervers est le développement de la contrebande du riz et accessoirement de la farine de blé à partir des pays voisins : le Cameroun, le Niger et le Bénin. Le volume de riz réexporté par le Bénin en direction du Nigeria varie entre 300 000 tonnes en 1987 et 550 000 tonnes en 2008.
2. Les exportations nigérianes des céréales - maïs, mil et sorgho - portent sur des quantités importantes dont une bonne partie échappe aux statistiques officielles. Ces exportations destinées principalement au Tchad et surtout au Niger jouent un rôle important de sécurité alimentaire. La crise alimentaire qui a secoué le Niger en 2004/05 a révélé à quel point ce pays est très dépendant du Nigeria pour son approvisionnement dont le volume est estimé entre 100 000 et 300 000 tonnes par an. Elle a aussi montré que, bien que déficitaire, le Niger exporte à certaines périodes des céréales sèches vers le Nigeria.

1. Le marché céréalier est animé par une multitude d’acteurs qui vont des petits producteurs localisés dans les centres de collecte des « local government », qui animent les marchés ruraux, aux gros négociants souvent structurés en réseaux et opérant dans des centres commerciaux d’envergure régionale comme Kano. Cette dernière ville constitue, à travers son imposant marché (Dawanu), la plus importante place commerciale régionale des céréales, avec une capacité de stockage privée estimée à plus de 500 000 tonnes.
2. Les opérateurs économiques sont parfois organisés en réseaux pyramidaux ayant souvent des ramifications dans les pays voisins. C’est notamment le cas des réseaux haoussa actifs de part et d’autre des frontières avec le Niger, le Cameroun er le Tchad.

***Les perspectives***

1. Au cours des années à venir le Nigeria jouera incontestablement un rôle déterminant dans le marché agricole régional, et celui des produits céréaliers en particulier. Les stratégies de relance de la production agricole, et des céréales, notamment du riz et du maïs vont réaffirmer la position déjà dominante de la fédération sur le marché régional.

1. Les stratégies contenues dans le NEED II et largement reprises dans le Plan National d’Investissement agricole prévoient, (i) la réhabilitation et l’extension du dispositif d’irrigation existant, (ii) la facilitation de l’accès des producteurs au foncier, (iii) la garantie d’un niveau élevé de productivité via la mise au point et l’adoption de technologies appropriées, (iv) la promotion d’une nouvelle génération de producteurs.
2. La stratégie inclut principalement un plus fort engagement du secteur privé, notamment des banques commerciales, aux côtés des producteurs agricoles en général et des céréaliers en particulier : participation aux opérations de financement de la campagne agricole, aux diverses formes d’assurance, etc.
3. Enfin la création du marché commun de la CEDEAO, constitue une opportunité d’élargissement des débouchés des produits céréaliers nigérians, notamment du maïs sur lequel la fédération engrange les meilleurs gains de productivité.

1. RENOU Fabienne, 1988, Dynamique et viabilité des grandes exploitations agricoles au Nigeria, cas d’exploitations céréalières dans quatre Etats nigérians, Mémoire de fin d’étude, ESA Angers et IRAM [↑](#footnote-ref-1)
2. Beaucoup de périmètres ont été recyclés de nos jours pour la promotion des cultures de contre saison ; oignon, pomme de terre et autres légumes, comme les carottes [↑](#footnote-ref-2)